

Revue de presse internationale

 par [Thomas Cluzel](#) [Le site de l'émission](#)

du lundi au vendredi de 7h24 à 7h30

5 minutes

Le tic-tac du changement en Espagne.

02.02.2015 - 07:24

Par Thomas CLUZEL

Ce matin, sur le site du journal madrilène EL PAIS, une publicité s'affiche à la Une et l'on a du mal à croire qu'elle ne soit là que pour vanter les biens faits d'un célèbre petit bonbon, vendu dans des boîtes rectangulaires translucides. Le slogan, en espagnol, dit à peu près ceci : Tic Tac, ce n'est pas le compte à rebours qui commence mais la fraîcheur qui s'en vient pour tous. Or ce slogan n'est pas sans rappeler l'appel lancé ce week-end, dans les rues de Madrid, par le leader du parti antilibéral Podemos, demandant à la foule d'entonner justement le «tic-tac» du compte à rebours du changement politique.

Et c'est vrai qu'il y avait, samedi dernier, comme une ambiance de fin de régime. Au cri de "Oui, c'est possible!", ils étaient au moins 100.000 partisans du parti Podemos à manifester leur volonté de changement, à moins d'un an des législatives et à quatre mois d'élections régionales partielles et municipales où la formation présentera ses candidats. Autrement dit, écrit toujours le journal EL PAIS, cette mobilisation n'était pas une simple manifestation, ni même une protestation contre le gouvernement. Podemos cherchait ici à marquer une étape, la première dans une année de campagne électorale, afin de mesurer ses forces et tenter de démontrer que le changement est possible. Et c'est ainsi, notamment, que dans son discours, Pablo Iglesias, le leader de Podemos a clairement annoncé ses ambitions : cette année, a-t-il dit, est celle du changement et nous gagnerons les élections face au Parti Populaire.

Et puis surtout, cette manifestation intervenait moins d'une semaine après la victoire en Grèce de Syriza, dont les dirigeants ont régulièrement fait campagne aux côtés de ceux de Podemos. Et de fait, précise LE TEMPS de Genève, issus de deux des pays européens les plus durement touchés par la crise, avec plus d'un cinquième de leur population active au chômage, Podemos et Syriza rejettent tous les deux la «troïka» et réclament la fin de l'empire de la finance internationale. En d'autres termes, les deux formations ont des accents similaires pour vilipender ce qu'elles considèrent être la trahison de la gauche sociale-démocrate, mais aussi dénoncer les politiques d'austérité imposées par l'Europe. Toutes deux insistent pareillement sur le clivage entre le bas et le haut, entre les classes populaires et la classe politique. Elles ont également en commun cette rhétorique de rupture radicale. Enfin, sociologiquement les deux formations sont proches l'une de l'autre et prétendent représenter les classes populaires abandonnées par la social-démocratie.

Ce faisant, le triomphe d'Alexis Tsipras donne évidemment aujourd'hui des ailes à Pablo Iglesias. Selon de récents sondages, il obtiendrait environ 23% des voix en cas de législatives, soit autant,

voire plus, que les conservateurs aux manettes ou l'opposition socialiste. Mais attention prévient aussitôt LA VANGUARDIA citée par le Courrier International, car si la victoire de Syriza donne permet en effet à Podemos de rêver, elle lui impose aussi de nouvelles obligations. Et pourquoi ? Parce que dénoncer le système ne suffit plus, écrit le journal et même si la première phase de lancement médiatique du parti antilibéral est à l'évidence réussie, il lui faut maintenant mûrir un véritable projet de gouvernement. En clair, tandis que le nouveau Premier ministre grec s'apprête à négocier avec Angela Merkel à Berlin, Iglesias, lui, court aujourd'hui le risque de devenir le jouet que les télévisions privées espagnoles s'arrachent, le rebelle de service en somme, qui n'hésite pas à traiter de "pantoufle" son opposant le plus grotesque dans les émissions du samedi soir. Et l'éditorialiste d'en conclure, je n'irai pas jusqu'à dire que le triomphe de Tsipras va contraindre Iglesias à couper sa queue-de-cheval, mais, au minimum, à moins jouer les Peter Pan.

Sans compter que le parti est désormais violemment attaqué par la droite mais aussi la gauche, qui l'accusent de populisme et de mettre en danger la fragile reprise économique en promettant la lune et même le soleil. Chaque jour, les médias proches de l'un ou l'autre camp publient ainsi des informations visant à montrer ce qu'ils décrivent comme le vrai visage de ses dirigeants, accusés de cacher leur vraie nature, voire d'être financés par le Venezuela.

D'où cette précision importante signée à nouveau du journal catalan VANGUARDIA : le malaise social, dit-il, est de plus en plus grave et ce profond malaise a désormais un visage politique respectable, qui n'a rien à voir avec les mouvements populistes des autres pays. En clair, Podemos comme Syriza sont des partis européistes. Or on ne peut pas en dire autant du puissant Front national en France ou du Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo en Italie, farouchement eurosceptiques. Cela signifie que Podemos comme Syriza, précise à son tour LE TEMPS, ne rejettent pas l'Europe en tant que telle, même s'ils pourfendent cette Europe telle qu'elle est. Ils ne prônent pas un repli nationaliste mais insistent sur l'urgence d'une autre politique, d'un keynésianisme européen, ainsi que sur la démocratisation des institutions communautaires. Et c'est là, LA différence essentielle avec le populisme de droite et d'extrême droite, qui lui remet en cause l'horizon européen.

Mais attention, conclut à nouveau EL PAIS, car si Podemos s'attaque aux fondements du système, il n'explique pas ce qu'il a l'intention de bâtir à la place. Or cela contribue à remettre en question les leaders d'un parti appelé à jouer un rôle majeur sur la scène politique. En d'autres termes, il ne faudrait pas confondre volonté de réforme et volonté de destruction du système.